

JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

Imprimer

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Décret n° 2009-1406 du 23 décembre 2009

Décret n° 2009-1406 du 23 décembre 2009 portant création du Haut Conseil pour l'Emploi et la Formation.

RAPPORT DE PRESENTATION

Le Gouvernement du Sénégal a inscrit le problème de l'emploi des jeunes au centre de ses préoccupations. En effet, depuis 2000, diverses actions ont été entreprises en vue de favoriser l'insertion des jeunes dans le marché du travail et de lutter contre la pauvreté.

Cependant, l'emploi étant une question transversale, et dans le but de renforcer l'action de gouvernement à travers les diverses initiatives et les projets sectoriels financés dans les différents départements ministériels, il a été décidé de mettre en place, sous l'autorité du Premier Ministre, un Haut Conseil pour l'Emploi et la formation. Ce dispositif institutionnel constitue un cadre de concertation entre les acteurs du marché du travail, mais aussi un mécanisme de coordination et de suivi de la politique définie par le Chef de l'Etat dans le domaine de l'emploi et de la formation, plus particulièrement de la formation professionnelle.

Le Haut Conseil permettra d'assurer une plus grande synergie entre les acteurs et une rationalisation des ressources en vue de maximiser la création d'emploi en faveur des jeunes par la mise en oeuvre d'une politique active de l'emploi en phase avec la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA).

Le présent projet de décret répond à cette ambition en créant un Haut Conseil pour l'Emploi et la formation, conformément aux orientations de la politique nationale de l'emploi.

Il définit la composition, les attributions et les fonctionnement dudit Conseil qui est fondé sur le tripartisme mais s'ouvre également aux organisations de la société civile.

Telle est, Monsieur le Président de la République, l'économie du présent projet de décret.

Le Président de la République

Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65 ;

Vu le décret n° 2005-28 du 10 janvier 2005 portant création du Comité national intersectoriel de suivi pour la mise en oeuvre, le contrôle et l'évaluation de la déclaration des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur l'Emploi et la Lutte contre la Pauvreté ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2009-543 du 5 juin 2009 relatif aux attributions du Ministre de la Fonction publique, de l'Emploi, du Travail et des Organisations professionnelles ;

Vu le décret n° 2009-459 du 7 mai 2009, portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des Sociétés nationales et des Sociétés à participation publique entre la Présidence, la Primature et les Ministères, modifié ;

Vu le décret n° 2009-1129 du 14 octobre 2009 mettant fin aux fonctions de ministres, nommant de nouveaux ministres et fixant la composition du Gouvernement ;

Sur le rapport du Ministre de la Fonction publique, du Travail, de l'Emploi et des Organisations professionnelles ;

Décrète :

Article premier. - Il est créé, auprès du Premier Ministre, un comité dénommé « Haut Conseil pour l'Emploi et la formation ».

Art. 2. - Le Haut Conseil est un organisme paritaire et consultatif chargé de faciliter la concertation et la coordination, et d'assurer le suivi de la mise en oeuvre des orientations définies par le Chef de l'Etat en matière d'emploi et de formation professionnelle.

Art. 3. - Il est présidé par le Premier Ministre et comprend :

- ▶ le Ministre chargé de l'Economie ;
- ▶ le Ministre chargé du Budget ;
- ▶ le Ministre chargé de l'Emploi ;
- ▶ le Ministre chargé de la Jeunesse ;
- ▶ le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur ;
- ▶ le Ministre chargé de la Formation professionnelle ;
- ▶ le Ministre chargé de la Famille ;
- ▶ le Ministre chargé de l'Artisanat ;

- ▶ le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- ▶ le Ministre chargé de la Pêche ;
- ▶ le Ministre chargé de l'Elevage ;
- ▶ le Ministre chargé de l'Equipeement ;
- ▶ le Ministre chargé de l'Environnement ;
- ▶ le Ministre chargé de des Collectivités locales ;
- ▶ le Ministre chargé des PME ;
- ▶ le Ministre chargé du Tourisme ;
- ▶ le Représentant du Secrétaire Général de la Présidence de la République ;
- ▶ le Président de la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal (CNES) ;
- ▶ le Président du Conseil National du Patronat (CNP) ;
- ▶ le Président du Mouvement des Entreprises du Sénégal (MEDS) ;
- ▶ les Présidents des trois organisations syndicales de travailleurs les plus représentatives ;
- ▶ le Président de l'Union Nationale des chambres de Commerce, d'industrie et d'Agriculture ;
- ▶ le Président de l'Union nationale des chambres de métiers ;
- ▶ le Président du Conseil National de Concertation des Ruraux (CNCR) ;
- ▶ le Président du Conseil des Organisations non Gouvernementales d'Appui au Développement (CONGAD) ;
- ▶ le Président du Conseil National de la Jeunesse ;
- ▶ le Directeur Général de l'Agence de Promotion des Investissements et de l'Exportation (APIX) ;
- ▶ le Directeur Général de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSI) ;
- ▶ le Directeur Général de l'Agence Générale
d'Exécution des Travaux d'intérêt Publics (AGETIP).

Art. 4. - Le Président peut s'adjoindre toutes compétences utiles et élargir, en tant que de besoin, la participation aux séances du Haut Conseil à des observateurs qualifiés.

Art. 5. - Le Haut Conseil pour l'Emploi et la formation a pour missions :

- ▶ d'assurer le suivi de la bonne exécution des orientations définies par le Chef de l'Etat en matière de promotion de l'emploi ;
- ▶ de faciliter la concertation entre les différents acteurs du marché du travail ;
- ▶ de renforcer la synergie entre l'emploi et la formation professionnelle ;
- ▶ de favoriser la coordination des interventions en vue de rationaliser les politiques et programmes mis en oeuvre en matière d'emploi et de formation ;
- ▶ d'assurer le suivi des décisions prises par les Conseils présidentiels et Interministériels sur l'emploi et la formation professionnelle, et par le Conseil Présidentiel sur l'Investissement relatives à l'emploi ;
- ▶ de faciliter la coordination et le suivi de la mise en oeuvre de la politique nationale de l'emploi.

Art. 6. - Il tient au moins une réunion par semestre, sur convocation de son Président. Les activités du Haut Conseil pour l'Emploi sont coordonnées par un Secrétariat permanent au sein du Ministère chargé de l'Emploi.

Art. 7. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, et le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction publique, du Travail, de l'Emploi et des Organisations professionnelles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 23 décembre 2009.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

<http://www.jo.gouv.sn>